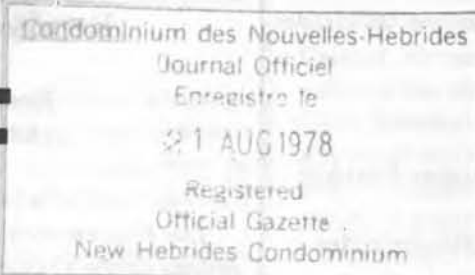


23/8/78  
Vu 23/8/78  
cl Jo Official Gazette

RF



ER

**GOVERNEMENT DES NOUVELLES-HEBRIDES**

**NEW HEBRIDES GOVERNMENT**

**JOURNAL OFFICIEL OFFICIAL GAZETTE**

**Condominium des Nouvelles-Hébrides**

**Règlement Conjoint N° 6 de 1978**

Rendant exécutoire la Délibération N° 2 de 1978 de l'Assemblée Représentative des Nouvelles-Hébrides en date du 18 Avril 1978, relative à l'Organisation et la mise en place d'instances régionales.

**LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE  
ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES-HEBRIDES**

- VU les articles 2 (2) et 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914 ;

- VU l'article 28 (3) de l'Annexe à l'Echange de Lettres effectué à Londres le 15 Septembre 1977 entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

**ARRESENT :**

**ARTICLE 1.** Est rendue exécutoire la délibération ci-après annexée de l'Assemblée Représentative des Nouvelles-Hébrides :

- Délibération N° 2 de 1978 relative à l'organisation et la mise en place d'instances régionales.

**New Hébrides Condominium**

**Joint Regulation No. 6 of 1978**

*TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 2 of 1978, passed the 18th day of April 1978, providing for the establishment of Regional Authorities.*

*MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Articles 2 : 2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28 (3) of the Exchange of Notes made at London the fifteenth day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.*

*Scheduled Resolution put into effect.*

*1. The Resolution of the Representative Assembly No. 2 of 1978, set forth in the Schedule is hereby put into effect.*

*Short Title and commencement.*

*2. This Joint Regulation may be cited as the Regional Authorities Regulation 1978.*

*ENACTED at Vila this 18th day of July 1978.*

*The Resident Commissioner for the French Republic*

*Her Britannic Majesty's Resident Commissioner*

**B. POTTIER**

**J.S. CHAMPION**

**ARTICLE 2.** Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur pour compter de sa publication au Journal Officiel des Nouvelles-Hébrides.

Port-Vila, le 18 Juillet 1978

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

J.S. CHAMPION

B. POTTIER

## Assemblée Représentative des Nouvelles-Hébrides

### Délibération N° 2 de 1978

relative à l'organisation et la mise en place d'instances régionales

#### L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU L'annexe à l'Echange de lettres du 15 Septembre 1977, portant création de l'Assemblée Représentative des Nouvelles-Hébrides ;

Après en avoir délibéré en ses séances des 17 et 18 Avril 1978 ;

A ADOPTE :

#### TITRE I - FORMATION D'ASSEMBLEES REGIONALES

**ARTICLE 1.** Il peut être créé, par arrêté pris en Conseil des Ministres, des Assemblées Régionales.

La Compétence territoriale ainsi que la composition de ces Assemblées sont fixées par le même arrêté.

**ARTICLE 2.** Pour l'élection des membres de l'Assemblée Régionale, la région est découpée en sections électorales.

Chaque section électorale élit un représentant au scrutin uninominal majoritaire à un tour.

En cas d'égalité de voix entre deux ou plusieurs candidats, le plus âgé est déclaré élu.

**ARTICLE 3.** Les conditions d'inscription électorale, de candidature et d'éligibilité ainsi que le calendrier électoral et le contentieux sont ceux prévus au Titre I de l'annexe à l'échange de lettres du 15 Septembre 1977 entre la France et la Grande Bretagne et par les textes subséquents. Toutefois ne sont électeurs que les personnes résidant dans la région depuis plus de six mois et ne sont éligibles que les personnes résidant dans la région depuis plus de cinq ans.

Ces conditions d'inscription électorale resteront transitoires jusqu'aux nouvelles propositions de la Commission Ad Hoc sur la Réforme Electorale.

Original French

## New Hebrides Representative Assembly

### Resolution No. 2 of 1978 relating to the establishment of Regional Authorities

*The Representative Assembly of the New Hebrides, at its sittings on the 17th and 18th April, 1978, hereby resolves and decides, in accordance with the Schedule to the Exchange of Notes of the fifteenth day of September 1977, to adopt the following measures:*

#### PART I - ESTABLISHMENT OF REGIONAL COUNCILS

**SECTION 1.** *Regional Councils may be set up by rules made at the Council of Ministers, the composition and geographical boundaries of which shall be fixed by the same rules.*

**SECTION 2.** *For the purposes of election of members of a Regional Council, each region shall be divided into electoral wards.*

*Each ward shall elect one representative by a single round uninominal majority vote.*

*In the case of an equal number of votes for two or more candidates, the oldest shall be declared to have been elected.*

**SECTION 3.** *Conditions for electoral registration, for candidature and for eligibility, likewise the electoral time table and electoral disputes, shall be as provided in Head 1 of the annex to the Exchange of Letters of 15 September, 1977 by France and Great Britain, and subsequent texts. However, only persons who have resided in the region for more than six months may vote, and only persons who have resided in the region for more than five years may stand for election.*

*Conditions for electoral registration shall remain of a transitional nature until such time as the Ad Hoc Committee on Electoral Reform will have drafted new proposals.*

**SECTION 4.** *Regional Councils shall be elected for a five year term of office. At the end of that period fresh elections shall be held. Councillors may be re-elected.*

**SECTION 5.** *If a seat falls vacant because of the death or resignation of a councillor or because he is otherwise prevented from acting he shall be replaced within three months of the date when the seat is declared to be vacant according to the procedure indicated in Section 2 above. No by-election shall be held in the 6 months preceding a fresh election of the whole council unless a third of the seats are declared vacant.*

**SECTION 6.** *A Councillor may be dismissed from his post by rules made by the Council of Ministers on the recommendation of the Chairman of the Regional Council if he fails, without valid reason, to attend two consecutive sessions of the Council.*

#### PART II - OPERATION OF REGIONAL COUNCILS

**ARTICLE 4.** L'Assemblée Régionale est élue pour 5 ans. Au terme de cette période elle est intégralement renouvelée. Les Conseillers sont rééligibles.

**ARTICLE 5.** En cas de vacance par décès, empêchement ou démission d'un conseiller, il sera procédé à son remplacement dans un délai de trois mois à compter de la déclaration de vacance et selon la procédure indiquée à l'article 2 ci-dessus. Il ne sera procédé à aucune élection partielle dans la période de 6 mois précédant le renouvellement intégral de l'Assemblée sauf si le tiers des sièges est déclaré vacant.

**ARTICLE 6.** Un Conseiller peut être démis de ses fonctions par arrêté pris en Conseil des Ministres sur proposition du Président de l'Assemblée Régionale si, sans motif valable, il n'a pas assisté à deux sessions successives de l'Assemblée.

## TITRE II - FONCTIONNEMENT DE L'ASSEMBLEE REGIONALE

**ARTICLE 7.** L'Assemblée Régionale tient deux sessions ordinaires par an. La date d'ouverture et la durée des sessions sont fixées par décision du Président de l'Assemblée Régionale. L'Assemblée se réunit en session extraordinaire soit à la demande de son Président, soit à la demande du Premier Ministre.

Les sessions extraordinaires sont ouvertes et closes par décision du Président de l'Assemblée Régionale ; cette décision fixe l'ordre du jour.

La durée de chaque session extraordinaire ne peut excéder sept jours.

**ARTICLE 8.** L'Assemblée Régionale élit en son sein un Président et un Vice-Président. L'élection a lieu dès la première réunion de la première session de l'Assemblée fixée par arrêté pris en Conseil des Ministres.

**ARTICLE 9.** Pour l'élection du Président de l'Assemblée Régionale, le doyen d'âge, assisté des deux plus jeunes conseillers, préside la séance.

**ARTICLE 10.** Le Président et le Vice-Président sont élus au scrutin secret à la majorité des voix des membres composant l'Assemblée Régionale. Si une telle majorité n'est pas obtenue au premier tour, un second tour est organisé le lendemain du jour fixé pour le premier vote et la majorité alors requise est la majorité simple des suffrages exprimés. En cas d'égalité de voix entre plusieurs candidats, il sera procédé à autant de tours que cela sera nécessaire pour élire un candidat.

**ARTICLE 11.** 1) Le Président de l'Assemblée Régionale peut être démis de ses fonctions par une motion de censure votée à la majorité des deux tiers des voix des membres composant l'Assemblée. Il peut aussi démissionner.

2) Le Premier Ministre peut, en cas de faute grave du Président de l'Assemblée Régionale, le suspendre de ses fonctions et le soumettre à une motion de censure. Celle-ci est votée à la

**SECTION 7.** *Regional Councils shall hold two ordinary sessions per year. The date of commencement and the length of sessions shall be fixed by decision of the Chairman of the Regional Council. Extraordinary sessions of the Council shall be held either at the request of the Chairman or at the request of the Chief Minister.*

*Extraordinary sessions shall be opened and closed by decision of the Chairman of the Regional Council; such decision shall also fix the agenda.*

*Extraordinary sessions shall not last more than 7 days.*

**SECTION 8.** *Regional Councils shall elect from amongst their members a Chairman and a Vice-Chairman. Such elections shall take place at the first meeting of the first session of the Council fixed by rules made by the Council of Ministers.*

**SECTION 9.** *For the election of the Chairman of the Regional Council, the oldest member assisted by the two youngest members shall chair the meeting.*

**SECTION 10.** *The Chairman and the Vice-Chairman shall be elected by secret ballot by a majority of votes of the members of the Council. If such a majority is not obtained in the first round, a second round of voting shall be organised on the day following the day fixed for the first round of voting and the majority then required shall be a simple majority of votes cast. In case of an equal number of votes for several candidates as many rounds of voting shall be held as shall be necessary to elect a candidate.*

**SECTION 11.** 1. *The Chairman of the Regional Council may be dismissed from his post by a vote of no confidence passed by a majority of two-thirds of the members of the Council. He may also hand in his resignation.*

2. *The Chief Minister may, in case of serious misconduct on the part of the Chairman of a Regional Council, suspend him from his duties and make him the subject of a vote of no confidence which shall be passed by a majority of two-thirds of the members of the Regional Council.*

3. *The Vice-Chairman shall in such a case assume the functions of Chairman of the Regional Council until a new Chairman is elected.*

4. *Elections for a new Chairman shall be held one month at the latest after notice of the vacancy has been given by means of rules of the Chief Minister. Such rules shall also fix the date on which the Regional Council shall be convened to elect its new Chairman.*

**SECTION 12.** 1. *The Chairman of the Regional Council shall have a vote; he shall not have a casting vote.*

2. *He shall ensure that minutes are kept of the debates of the Council and shall be responsible for internal organization and discipline.*

**SECTION 13.** *Decisions of the Regional Council shall be valid only if half plus one of its members are present.*

*Should this quorum not be obtained, the Chairman shall call a further meeting of the Council within a maximum of 5 full days. The decisions of such a meeting shall then be valid*



majorité des deux tiers des voix des membres composant l'Assemblée.

3) Le Vice-Président assure alors les fonctions de Président de l'Assemblée jusqu'à l'élection d'un nouveau Président.

4) L'élection du nouveau Président intervient au plus tard un mois après la déclaration de vacance constatée par arrêté du Premier Ministre. Cet arrêté fixe aussi la date de convocation de l'Assemblée Régionale qui procède alors à l'élection de son Président.

**ARTICLE 12.** 1) Le Président de l'Assemblée Régionale a droit de vote ; il n'a pas de voix prépondérante.

2) Il fait établir les procès-verbaux des débats de l'Assemblée, il est responsable de l'organisation et de la discipline intérieures.

**ARTICLE 13.** L'Assemblée Régionale ne peut valablement délibérer que si la moitié plus un de ses membres sont présents.

Au cas où un tel quorum n'est pas atteint, le Président convoque à nouveau l'Assemblée dans un délai maximum de 5 jours. Celle-ci délibère alors valablement quel que soit le nombre des Conseillers présents.

**ARTICLE 14.** 1) Les délibérations de l'Assemblée sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Elles sont notifiées par le Président de l'Assemblée au Conseil des Ministres.

2) L'Assemblée Régionale établit son Règlement Intérieur, et le soumet au Conseil des Ministres pour approbation.

### TITRE III - ATTRIBUTIONS DE L'ASSEMBLEE REGIONALE

**ARTICLE 15.** L'Assemblée Régionale règle par ses délibérations les affaires de la Région qui entrent dans ses attributions. Les délibérations sont rendues exécutoires par arrêté pris en Conseil des Ministres.

Est nulle de plein droit toute délibération de l'Assemblée Régionale :

- a) portant sur un objet étranger à ses attributions ;
- b) ou prise en violation des dispositions du Protocole franco-britannique de 1914 ou des règlements et textes conjoints pris pour en assurer l'exécution.

**ARTICLE 16.** L'Assemblée Régionale vote annuellement le budget de la Région et les taxes locales destinées à alimenter le budget ainsi que le programme d'équipement de la Région dont il détermine le mode d'exécution.

**ARTICLE 17.** L'Assemblée Régionale peut former une Commission Permanente et lui déléguer certains pouvoirs.

Elle peut également créer des Commissions Spécialisées.

**ARTICLE 18.** Le Budget de l'Assemblée se divise en section ordinaire et section extraordinaire, tant en recettes qu'en

whatever the number of members present.

**SECTION 14.** 1. Decisions of the Council shall be taken by an absolute majority of votes cast. The Council of Ministers shall be informed of these decisions by the Chairman of the Representative Assembly.

2. The Regional Council shall draw up its Standing Orders and submit them to the Council of Ministers for approval.

### PART III - POWERS OF REGIONAL COUNCILS

**SECTION 15.** The Regional Councils shall take decisions dealing with regional affairs which fall within their competence. Their decisions shall be made executory by rules made by the Council of Ministers. Any decision of a Regional Council. -  
a) concerning a matter in which it is not competent; or  
b) taken in violation of the provisions of the Anglo-French Protocol of 1914 or of joint regulations or other texts enacted in application thereof shall automatically be null and void.

**SECTION 16.** The Regional Council shall vote an annual budget for the region and local taxes intended to supply the budget, likewise the regional capital investment programme on the means of implementation of which it shall also decide.

**SECTION 17.** Regional Councils may form a Standing Committee to which it may delegate certain powers. It may also set up Special Committees.

**SECTION 18.** Councils' budgets shall consist of recurrent revenue and expenditure and extraordinary revenue and expenditure.

Revenue and expenditure which because of their nature do not appear likely to recur every year shall be included in the extraordinary budget.

**SECTION 19.** Recurrent revenue shall consist of:

1. the revenue from all public property in the Region as defined and established by the Council of Ministers and the Representative Assembly;
2. the product of taxes voted by the Regional Council;
3. transfers from the Territorial Budget;
4. the product of regional services.

**SECTION 20.** Extraordinary revenue shall consist of:

1. transfers from the recurrent budget;
2. transfers from the Territorial budget;
3. subventions from the Joint Development Plan;
4. subventions, gifts and legacies from public or private bodies;
5. the product of loans;
6. any other incidental or temporary revenue, collection of which is properly authorized.

**SECTION 21.** The following shall be statutory expenditure for the Regional Council;

1. The Regional Council's own recurrent expenditure;
2. The payment of due debts.

dépenses.

Les recettes et les dépenses qui, par leur nature, ne paraissent pas susceptibles de se reproduire tous les ans, sont portées à la section extraordinaire.

**ARTICLE 19.** Les recettes de la section ordinaire se composent :

- 1) du revenu de tous les biens du domaine public de la Région, qui seront définis et établis par le Conseil de Gouvernement et l'Assemblée Représentative ;
- 2) du produit des taxes votées par l'Assemblée Régionale ;
- 3) des versements du Budget Territorial ;
- 4) des produits des services de la Région.

**ARTICLE 20.** Les recettes de la section extraordinaire se composent :

- 1) des versements de la section ordinaire ;
- 2) des versements du Budget Territorial ;
- 3) des subventions du Plan Conjoint de Développement ;
- 4) des subventions, dons et legs d'organismes publics ou privés ;
- 5) du produit des emprunts ;
- 6) de toutes autres recettes accidentelles ou temporaires dont la perception est régulièrement autorisée.

**ARTICLE 21.** Sont obligatoires pour l'Assemblée Régionale :

- 1) les dépenses de fonctionnement propres à l'Assemblée Régionale ;
- 2) le paiement des dettes exigibles.

**ARTICLE 22.** L'Assemblée Représentative peut déléguer certaines de ses attributions à l'Assemblée Régionale pour les matières qu'elle estimerait devoir confier à l'Assemblée.

**ARTICLE 23.** Pour exercer les attributions définies à l'article précédent, l'Assemblée Régionale pourra créer les services publics régionaux qu'elle estimera nécessaires.

Le statut des agents de la région est déterminé par arrêté pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Affaires Intérieures.

**ARTICLE 24.** L'Assemblée Régionale gère le domaine public de la Région, qui sera défini et établi par le Conseil de Gouvernement et l'Assemblée Représentative.

**ARTICLE 25.** L'Assemblée Régionale a la personnalité morale. Elle peut ester en justice, tant en demandant qu'en défendant.

**SECTION 22.** *The Representative Assembly may delegate some of its powers to Regional Councils in those matters which it considers it should entrust to the Council.*

**SECTION 23.** *For the exercise of the powers mentioned in the preceding section, the Regional Council may set up those regional public services which it considers necessary. Regional Officers' terms and conditions of service shall be determined by rules made by the Council of Ministers on the recommendation of the Minister of Internal Affairs.*

**SECTION 24.** *The Council shall manage the public property of the region as defined and established by the Council of Ministers and the Representative Assembly.*

**SECTION 25.** *The Council shall be a legal entity and may sue and be sued.*

#### **PART IV - CHAIRMAN OF THE REGIONAL COUNCILS**

**SECTION 26.** *The Chairman is responsible for implementing the decisions of the Regional Council. He shall prepare the budget, submit it to the Council and implement it under the Council's control after approval as provided in Section 16 above.*

**SECTION 27.** *The Chairman shall have at his disposal the staff whose recruitment is provided for in Section 23 above.*

**SECTION 28.** *The Chairman may delegate all or some of his powers to the Vice-Chairman.*

### **New Hébrides Condominium**

#### **Joint Decision No. 22 of 1978**

*To convene an extraordinary session of the Representative Assembly of the New Hebrides.*

*The Resident Commissioners in exercise of the powers conferred by Articles 2:2 and 7 of the Anglo-French Protocol of 1914 and by section 14 of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the fifteenth day of September 1977, providing for the setting up of the New Hebrides Representative Assembly, and upon the recommendation of the Council of Ministers at its meeting on the thirty-first day of May, 1978.*

#### **HEREBY DECIDE**

1. (1) *An extraordinary session of the New Hebrides Representative Assembly shall be convened at Vila on Tuesday, the eighteenth day of July, 1978 at nine o'clock in the morning.*

(2) *The agenda shall be -*

- (a) *Electoral Reform - Report of the Ad Hoc Committee,*
- (b) *Transitional Development Plan;*
- (c) *Standing Orders for the Public Service;*
- (d) *Amendment of Section 5 (vi) of the Native Criminal*

TITRE IV - LE PRESIDENT  
DE L'ASSEMBLEE REGIONALE

**ARTICLE 26.** Le Président est chargé de l'exécution des délibérations de l'Assemblée Régionale. Il prépare le budget, le soumet à l'Assemblée et l'exécute sous le contrôle de l'Assemblée après approbation prévue à l'article 16 ci-dessus.

**ARTICLE 27.** Le Président dispose du personnel dont le recrutement est prévu à l'article 23 ci-dessus.

**ARTICLE 28.** Le Président peut, en cas d'absence, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs au Vice-Président.

**Condominium des Nouvelles-Hébrides**

**Décision Conjointe N° 22 de 1978**

Convoquant l'Assemblée Représentative des Nouvelles-Hébrides en Session Extraordinaire.-

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE  
ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES-HEBRIDES

- Vu les articles 2 (2) et 7 du Protocole Franco-Britannique de 1914 ;

- VU l'article 14 de l'Annexe à l'Echange de Lettres effectué à Londres le 15 Septembre 1977, concernant la Création d'une Assemblée Représentative aux Nouvelles-Hébrides ;

- VU la demande du Conseil des Ministres dans sa séance du 31 Mai 1978 ;

DECIDENT :

**ARTICLE 1.** L'Assemblée Représentative des Nouvelles-Hébrides est convoquée en session extraordinaire à Port-Vila le Mardi 18 Juillet 1978 à 09 heures.

L'Ordre du jour est le suivant :

- Réforme Electorale - Rapport de la Commission ad hoc
- Plan de développement transitoire
- Statut de la Fonction Publique
- Modification de l'article 5 (6) du Règlement Conjoint N° 12 de 1962 portant Code Pénal Indigène (assignation à résidence et interdiction de séjour).
- Abrogation du Règlement Conjoint N° 55 de 1973 relatif à la taxe d'enlèvement des ordures et de contribution à la propreté de la ville, dite taxe d'assainissement.
- Modification du Règlement Conjoint N° 6 de 1931 portant réglementation en matière d'Urbanisme.
- Modification du Règlement Conjoint N° 1 de 1975 portant organisation des Conseils Municipaux et Communaux.

**ARTICLE 2.** La présente Décision Conjointe, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera et prendra effet pour compter de sa publication au Journal Officiel des Nouvelles-Hébrides.

*Code (Rustication);*

*(e) Repeal of the Joint Sanitation Tax Regulation No. 55 of 1973;*

*(f) Amendment of the New Hebrides Dwelling House Construction and Town Conservancy Regulation No. 6 of 1931;*

*(g) Amendment of Joint Local Government Regulation No. 1 of 1975.*

2. *This Joint Decision shall come into force on the date of its publication in the Official Gazette.*

*MADE at Vila this 23rd day of June 1978*

*The Resident Commissioner  
for the French Republic*

*Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner*

*B. POTTIER*

*J.S. CHAMPION*

**New Hebrides Condominium**

**Joint Decision No. 23 of 1978**

*IN EXERCISE of the powers conferred by Articles 21 (B) : 5 (a) (i) and 8 : 6 of the Anglo-French Protocol of 6th August 1914 as amended by the Exchange of Notes between the British and French Governments made at London on 10th November, 1976, the Resident Commissioner for the French Republic and Her Britannic Majesty's Resident Commissioner*

HEREBY DECIDE

1. *Jean François AUBRY shall be, on the appointment of the Resident Commissioner for the French Republic, Co-President of the Court of First Instance for Central District No. 1 and for the Southern District with effect from the 2nd July 1978 in place of Christian DEGLIN.*

2. *Jean François AUBRY is empowered to preside over Native Courts in Central District No. 1 and in the Southern District in the trial of criminal offences punishable by six months or more with effect from the 2nd July 1978 in place of Christian DEGLIN.*

3. *This Joint Decision shall come into operation on the date of its publication in the Official Gazette.*

*MADE at Vila this 12th day of July 1978.*

*The Resident Commissioner  
for the French Republic*

*Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner*

*B. POTTIER*

*J.S. CHAMPION*



Port-Vila, le 23 Juin 1978

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,      Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,

J.S. CHAMPION

B. POTTIER

### Condominium des Nouvelles-Hébrides

#### Décision Conjointe N° 23 de 1978

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE  
ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES-HEBRIDES

- VU les articles 21 (b) paragraphe 5 et 8 (6) du Protocole Franco-Britannique de 1914, modifié
- VU la décision conjointe N° 15 de 1978 ;
- VU la décision conjointe N° 20 de 1978 ;

#### DECIDENT :

**ARTICLE 1.** M. Jean-François AUBRY est nommé par le Commissaire-Résident de France, co-Président des Tribunaux du Premier Degré des Circonscriptions des Iles du Centre I et des Iles du Sud, pour compter du 2 Juillet 1978, en remplacement de M. Christian DEGLIN.

**ARTICLE 2.** M. Jean-François AUBRY est habilité à présider les Tribunaux Indigènes des Circonscriptions des Iles du Centre I et des Iles du Sud pour les infractions passibles de peines d'emprisonnement égales ou supérieures à six mois, pour compter du 2 Juillet 1978, en remplacement de M. Christian DEGLIN.

**ARTICLE 3.** La présente Décision Conjointe sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Port-Vila, le 12 Juillet 1978

Le Commissaire-Résident de Sa Majesté Britannique aux Nouvelles-Hébrides,      Le Commissaire-Résident de France aux Nouvelles-Hébrides,

J.S. CHAMPION

B. POTTIER

### Condominium des Nouvelles-Hébrides

#### Décision Conjointe N° 24 de 1978

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE  
ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES-HEBRIDES

### New Hébrides Condominium

#### Joint Decision No. 24 of 1978

*IN EXERCISE of the powers conferred by section 14A of the Joint Liquor Licensing Regulation No. 18 of 1968, as amended the Resident Commissioners*

#### HEREBY DECIDE

1. a) *All sales or supply of alcoholic liquor in and from Licensed premises (including non-proprietary clubs) and commercial establishments on the Island of Efate shall be prohibited from 5.00 p.m. on Thursday 13th and all day on Friday 14th July 1978.*  
b) *The District Agents for Central District No. 1 may grant an occasional licence in respect of any ball or other public gathering held on either of the above dates.*
2. *Notwithstanding the provisions of the previous section, paragraphe a, alcoholic liquor may be sold on those days during normal opening hours in restaurants to customers for consumption with their meals.*
3. *This Joint Decision shall come into force on the date of its publication in the Condominium Gazette.*

*MADE at Vila this 11th day of July, 1978.*

*The Resident Commissioner      Her Britannic Majesty's  
for the French Republic      Resident Commissioner  
B. POTTIER      J.S. CHAMPION*

### New Hebrides Government

#### Chief Minister

#### Ministerial Decision No. 27 PM-NAT

*TO DECLARE Aneityum a Forest Area*

*MADE by the Council of Ministers, under the provisions of Joint Regulation No. 1 of 1978 and Joint Regulation No. 30 of 1964.*

1. *ANEITYUM is hereby declared a Forest Area.*
2. *The present Decision shall come into force on the date of its official publication.*

*MADE at PORT-VILA this 31st day of March 1978.*

*A.RAVUTIA      G.K. KALSAKAU  
The Minister of      Chief Minister,  
Natural Resources,*

- VU les dispositions de l'article 14 (A) et de l'article 8 du Règlement Conjoint N° 18 de 1968 modifié relatif à la vente de boissons alcoolisées ;

DECIDENT :

**ARTICLE 1.** a) Toutes les ventes ou fournitures de boissons alcoolisées sont interdites le JEUDI 13 JUILLET à partir de 17 heures et le VENDREDI 14 JUILLET 1978 dans tous les débits titulaires d'une licence sur l'île de Vaté, Club Privés inclus.

b) Les Délégués de la Circonscription du Centre I peuvent accorder des licences occasionnelles pour les bals ou autres réunions publics les 13 et 14 Juillet 1978.

**ARTICLE 2.** Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, paragraphe a), la vente des boissons alcoolisées demeure, toutefois, autorisée, pendant ces 2 jours, aux heures normales d'ouverture, dans les restaurants, aux clients les consommant avec leur repas.

Port-Vila, le 11 Juillet 1978.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides,

J.S. CHAMPION

Le Commissaire-Résident  
de France  
aux Nouvelles-Hébrides,

B. POTTIER

## Gouvernement des Nouvelles-Hébrides

Le Premier Ministre

Arrêté N° 27 PM-NAT

Déclarant l'île d'ANEYTUM - Zone Forestière

LE PREMIER MINISTRE

- VU le Règlement Conjoint N° 1 de 1978, portant création d'un Conseil des Ministres aux Nouvelles-Hébrides ;

- VU le Règlement Conjoint N° 30 de 1964 instituant un contrôle forestier ;

- Le Conseil des Ministres entendu ;

ARRETE :

**ARTICLE 1.** L'île d'ANEYTUM est déclarée ZONE FORESTIERE.

**ARTICLE 2.** Le présent Arrêté qui entrera en vigueur à la date de sa publication, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Port-Vila, le 31 Mars 1978

Original English

## New Hebrides Government

Ministerial Decision No. 56 PM-INT-CL of 1978

*IN EXERCISE of the powers conferred by sections 1 and 3 of the Joint Local Government Regulation No. 1 of 1975, read with section 18 of the Council of Ministers' Regulation of 1978, the Council of Ministers*

HEREBY DECIDE

1. *A Rural Community Council to be known as the Pango Community Council is hereby established on the island of Efate for the village of Pango in accordance with the boundaries shown on the plan set forth in Schedule 1.*

2. *The Rural Community Council, which shall be called the Pango Community Council shall be composed of eight members.*

3. *The headquarters of the Pango Community Council shall be situated at Pango village.*

4. *The Pango Community Council shall consist of one ward only the boundaries of which shall coincide with those shown on the plan set forth in Schedule 1.*

5. *This Ministerial Decision shall come into operation on the date of its publication in the New Hebrides Government Gazette.*

Made at VILA this 30th day of June 1978.

V. BOULEKONE  
Minister of Internal Affairs

G.K. KALSAKAU  
Chief Minister



Le Ministre des  
Ressources Naturelles,

A. RAVUTIA

Le Premier Ministre

G.K. KALSAKAU

Original Anglais

**Gouvernement des Nouvelles-Hébrides**

**Premier Ministre**

**Arrêté N° 56 PM-INT-CL de 1978**

Portant création de la Commune Rurale de PANGO

**LE PREMIER MINISTRE**

- VU le Règlement Conjoint N° 1 de 1978 portant création d'un Conseil des Ministres et notamment son article 18 ;

- VU le Règlement Conjoint N° 1 de 1975 portant organisation des Conseils Municipaux et Communaux ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 14 Juin 1978.

**DECIDE :**

**ARTICLE 1** Une Commune Rurale est créée à PANGO sur l'île de Vaté pour le Village de PANGO.

Les limites de la Commune sont indiquées sur la Plan I joint en annexe au présent arrêté.

**ARTICLE 2.** Le Conseil Communal de PANGO est composé de huit membres.

**ARTICLE 3.** Le siège du Conseil Communal de PANGO est situé au Village de PANGO.

**ARTICLE 4.** La Commune Rurale de PANGO comporte une section dont les limites sont indiquées sur le Plan I visé à l'article 1er ci-dessus.

**ARTICLE 5.** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Port-Vila, le 30 Juin 1978

Le Ministre des Affaires  
Intérieures

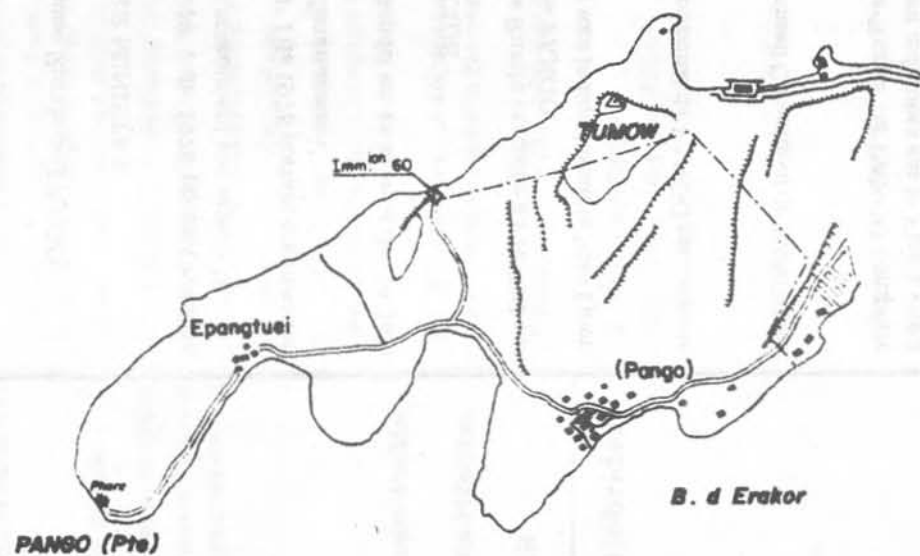
V. BOULEKONE

G.K. KALSAKAU

Le Premier Ministre

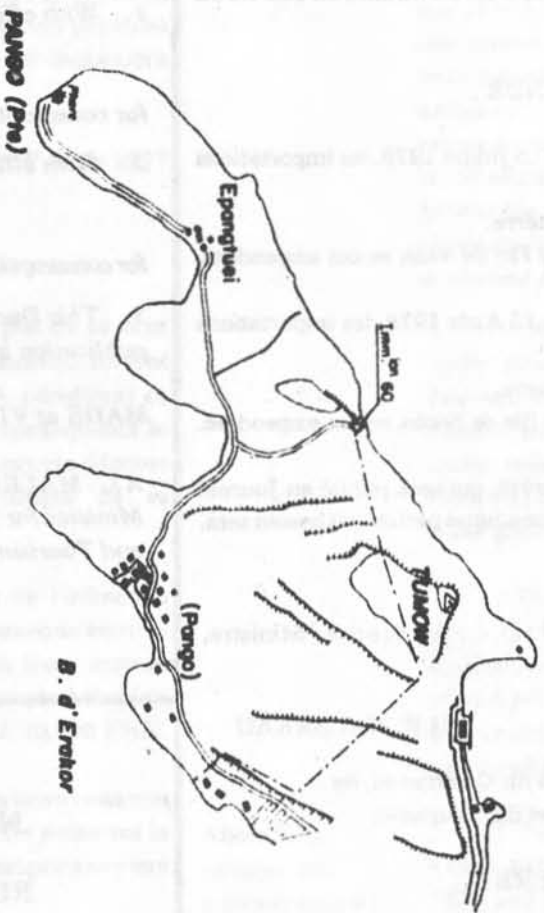
ILE EFATE  
EFATE ISLAND

COMMUNE DE PANGO  
RURAL COMMUNITY OF PANGO

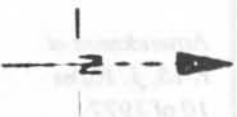


Echelle :  
Scale : 1:50 000\*

ILE EFATE  
 EFATE ISLAND  
 COMMUNE DE PANGO  
 RURAL COMMUNITY OF PANGO



Echelle :  
 Scale :  
 1 : 50 000





Original Français

**Gouvernement des Nouvelles-Hébrides**

Premier Ministre

Arrêté N° 57 PM-IND-CC

LE CONSEIL DES MINISTRES

VU le Règlement Conjoint N° 21 de 1977, relatif au contrôle temporaire d'importation des légumes frais,

VU l'avis du Ministre des Ressources Naturelles en date du 28 Juin 1978,

DECIDE :

**ARTICLE 1.** A compter du 15 Juillet 1978, les importations de :

- Pommes de terre,  
destinées à la consommation de l'île de Vaté, seront suspendues.

**ARTICLE 2.** A compter du 15 Août 1978, les importations de :

- Pommes de terre,  
destinées à la consommation de l'île de Santo, seront suspendues.

**ARTICLE 3.** Le présent Arrêté, qui sera publié au Journal Officiel sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Port-Vila, le 3 Juillet 1978

Le Ministre des Ressources  
Naturelles,

Le Premier Ministre,

A. RAVUTIA

G.K. KALSAKAU

Le Ministre du Commerce, de  
l'Industrie et du Tourisme,

A.C. MALERE

Original Anglais

**Gouvernement des Nouvelles-Hébrides**

Premier Ministre

Arrêté N° 58 PM-INT-CL de 1978

Portant modification de l'Arrêté Conjoint N° 10 de 1977, relatif à l'imposition et à l'évaluation de la taxe municipale sur les propriétés.

LE PREMIER MINISTRE

- VU l'article 18 du Règlement Conjoint N° 1 de 1978 portant création d'un Conseil des Ministres

Original French

**New Hebrides Government**

Ministerial Decision No. 57 PM-IND-CC

*IN EXERCISE of the powers conferred upon them by the Joint Import control (fresh vegetables) No. 21 of 1977, as read with the Council of Ministers Regulation 1978, the Council of Ministers*

*HEREBY DECIDES*

1. *With effect from 15th July 1978, the importation of  
- Potatoes,  
for consumption on the island of Efate, shall be prohibited.*
2. *With effect from 15th August 1978, the importation of  
- Potatoes,  
for consumption on the island of Espiritu Santo shall be prohibited.*
3. *This Decision shall come into operation on the date of its publication in the Official Gazette.*

*MADE at VILA this 3rd day of July 1978.*

A.C. MALERE  
Minister for Trade, Industry  
and Tourism

G.K. KALSAKAU  
Chief Minister

A. RAVUTIA  
Minister for Natural Resources

Original English

**New Hebrides Government**

RULES No. 58 PM-INT-CL of 1978

*TO AMEND the Rating and Valuation Rules No. 10 of 1977.*

*MADE by the Council of Ministers under the provisions of section 1 of the Rating Regulation No. 26 of 1977, and section 18 of the Council of Ministers Regulation 1978.*

*Amendment of  
r. 15, J. Rules  
10 of 1977.*

1. *Rule 15 (1) of the Rating and Valuation Rules No. 10 of 1977 (hereinafter referred to as the "principal Rules") is amended by adding the following Proviso at the end -*

*Provided that in respect of the year 1978 only the Mayor of the Municipality of Luganville may by By-Law made before the 30th day of June 1978, declare the rates to be levied and collected on all properties liable to the payment of rates under these Rules*

- VU l'article 1 du Règlement Conjoint N° 26 de 1977, prévoyant l'institution d'une taxe municipale sur les propriétés
- Le Conseil des Ministres entendu ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1.** - Le paragraphe 1 de l'article 15 de l'Arrêté Conjoint N° 10 de 1977 est modifié par la stipulation additionnelle suivante, à la fin :

"Pour la seule année 1978, le Maire de la Municipalité de Luganville peut, par arrêté municipal pris avant le 30 Juin 1978, déclarer les taxes à lever et à recouvrir sur tous les immeubles sujets au paiement des impôts selon l'arrêté de la dite Municipalité. Cette même année les taxes seront payables en deux versements égaux, selon l'article 18, le 1er Septembre et le 1er Décembre 1978".

**ARTICLE 2.** - L'article 22 de l'Arrêté Conjoint N° 10 de 1977 est abrogé et remplacé comme suit :

"Recouvrement des taxes impayées

22. (1) Toute personne qui ne s'acquittera pas de sa taxe annuelle ou d'un des versements dans les deux mois qui suivent l'échéance ainsi que de la majoration de 5% pénalisant ce délai, se rendra coupable d'une infraction en conséquence le Trésorier chargé du recouvrement des impôts pourra déposer une plainte auprès du Tribunal du Premier Degré de sa juridiction.

(2) Toute personne reconnue coupable de l'infraction définie au paragraphe (1) sera passible d'une amende équivalente au quart des taxes impayées, y compris toute surtaxe imposée selon l'article 21, ou vingt mille francs néo-hébridais (FNH 20.000) si cette somme est supérieure à 20.000 FNH.

(3) Le Tribunal fixera la date à laquelle les taxes restantes et les surtaxes devront être payées. A défaut de paiement la personne redevable sera passible d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas six mois.

**ARTICLE 3.** (1) Le présent Arrêté doit être interprété comme faisant corps avec l'Arrêté Conjoint N° 10 de 1977.

(2) Le présent Arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Port-Vila, le 3 Juillet 1978

V. BOULEKONE  
Ministre de l'Intérieur

G.K. KALSAKAU  
Premier Ministre

within the said Municipality, and in that year those rates shall be payable in two equal instalments, under rule 18, which shall become due on the 1st day of September 1978 and the 1st day of December in that year."

*Revocation and replacement of r. 22.*

*"Recovery of unpaid rates.*

2. Rule 22 of the principal Rules is revoked and replaced as follows -

22. (1) Any person who fails to pay the annual rates due by him or who fails to pay one of the instalments of rates within the instalments of rates within the two months next following upon the date when the same attracted an additional payment of five per centum under rule 21, shall be guilty of an offence in respect of which the Treasurer to whom the rates are payable may make a complaint before the Court of First Instance exercising jurisdiction within the area.

(2) Any person convicted of an offence under paragraph (1) shall be liable to a fine equivalent to one quarter of the rate unpaid, including any surcharge payable under rule 21, or twenty thousand New Hebrides franc (FNH 20,000) whichever is the greater.

(3) The court shall fix the date by which the outstanding rates and surcharges shall be paid, and may order that in default of such payment the person ordered to pay shall be imprisoned for a term not exceeding six months."

*Short title, citation and commencement.*

3. (1) These Rules may be cited as the Rating and Valuation (Amendment) Rules 1978 and shall be read as one with the principal Rules and those Rules and these Rules may be cited together as the Rating and Valuation Rules 1977 to 1978.

(2) These Rules shall come into operation on the date of their publication in the official Gazette.

MADE at VILA this 3rd day of July 1978.

V. BOULEKONE  
Minister of Internal Affairs

G.K. KALSAKAU  
Chief Minister

## Gouvernement des Nouvelles-Hébrides

Premier Ministre

Arrêté N° 59 PM-IND-SM

## LE CONSEIL DES MINISTRES

VU le Règlement Conjoint N° 1 de 1978, portant création d'un Conseil des Ministres des Nouvelles-Hébrides,

VU l'Arrêté N° 2 du Premier Ministre, fixant les attributions des Membres du Conseil des Ministres,

VU le Règlement Conjoint N° 2 de 1957, modifié par le Règlement Conjoint N° 7 de 1968, fixant le Règlement Minier aux Nouvelles-Hébrides,

VU l'Arrêté Conjoint N° 1 de 1957, modifié par l'Arrêté Conjoint N° 5 de 1973, fixant les modalités d'application du Règlement Minier,

VU le récépissé du versement du droit fixe N° 964 du 21 Juin 1978.

## ARRETE :

**ARTICLE 1.** Une autorisation personnelle de recherches minières est accordée sous le N° 74 à la Société Georges MONTAGNAT et Compagnie

**ARTICLE 2.** Cette autorisation est valable pour les minerais de : Manganèse, Fer, Cuivre, Plomb, Zinc, Or, Argent, Soufre, Mercure, Nickel, Chrome, Platine, Cobalt, Aluminium, Titane, Zirconium, Graphite, Diamant, Phosphate, Nitrates, Tungstène, Thorium, Uranium, Charbon.

**ARTICLE 3.** Cette autorisation confère à la Société Georges MONTAGNAT et Compagnie le droit de solliciter des permis de recherches et des concessions de mines, couvrant une superficie globale maximum de CINQ CENT MILLE HECTARES (500.000) dans l'Archipel des Nouvelles-Hébrides.

Ces droits, ne pouvant toutefois s'exercer sur une partie quelconque de l'île de TANNA ou de PENTECOTE qui restent provisoirement exclues de zones ouvertes à la prospection minière.

**ARTICLE 4.** Cette autorisation est valable pour une durée de CINQ ans (5) à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Arrêté.

**ARTICLE 5.** Le présent Arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et prendra effet à compter de la date de sa publication au Journal Officiel.

Port-Vila, le 17 Juillet 1978

## New Hebrides Government

Ministerial Decision

Ministerial Decision No. 59 of 1978

*IN EXERCISE of the powers conferred upon him by section 3 of the Mining Joint Regulation (No. 2 of 1957) and rule 1 of Joint Rules No. 1 of 1957 (as read with section 18 of the Council of Ministers Regulation 1978 (No. 1 of 1978) and Ministerial Decision No. 2 of 1978) the Minister of Trade, Industry and Tourism, having received in respect thereof fixed fee No. 964 on 21 June 1978,*

## HEREBY DECIDES

1. A personal authorisation number 74 to prospect for minerals is hereby granted to La Société Georges MONTAGNAT et Compagnie.
2. The authorisation shall apply to the following minerals -

Aluminium	Iron	Silver
Chromium	Lead	Sulphur
Coal	Manganese	Thorium
Cobalt	Mercury	Titanium
Copper	Nickel	Tungsten
Diamonds	Nitrates	Uranium
Gold	Phosphate	Zinc
Graphite	Platinum	Zirconium

3. The authorisation shall not confer any right to search for minerals on the islands of Pentecost or Tanna, subject to which limitation La Société Georges MONTAGNAT et Compagnie may search for the minerals set forth in paragraph 2 and apply for prospecting licences and for mining leases over a total area not exceeding 500.000 hectares comprising one or more parcels.
4. The authorisation shall continue in force for a period of five years from the coming into operation of this Decision.
5. This Decision shall come into operation on its publication in the Official Gazette.

MADE at VILA this 17th day of July 1978.

A.C. MALERE  
Minister of Trade, Industry  
and Tourism

G.K. KALSAKAU  
Chief Minister

## New Hebrides Government

Gazette Notice No. 4 of 1978

*It is hereby notified for general information that the Minister of Internal Affairs has registered the following persons as ministers for celebrating marriages :*



Le Ministre du Commerce, de  
l'Industrie et du Tourisme  
A.C. MALERE

G. KALSAKAU  
Le Premier Ministre

## Gouvernement des Nouvelles-Hébrides

### Avis N° 4 de 1978

Sont habilités à célébrer les mariages par le Ministre des Affaires Intérieures, les Ministres du Culte dont les noms figurent ci-après :

NOM	DENOMINATION
Olive PAKOA	Assemblée
Kalman KIRI	Spirituelle
Georges KALO	Nationale des Baha'is
Philippe BEATTIE	

Sont à retrancher du registre des Ministres du Culte habilités à célébrer les mariages par le Ministre des Affaires Intérieures les personnes dont les noms suivent :

NOM	DENOMINATION
B. DEAMER	Assemblée
K. HARRISON	Spirituelle
Miss. M. DELSHAD	Nationale des Baha'is

## Gouvernement des Nouvelles-Hébrides

### Avis N° 5 de 1978

Monsieur Tom BAKEO a été nommé par le Ministre des Affaires Intérieures, Officier Suppléant de l'Etat Civil pour la Circonscription des Iles du Centre II.

## Gouvernement des Nouvelles-Hébrides

### Avis N° 6 de 1978

#### NOMINATION PAR INTERIM

Monsieur Kenneth Alfred MUNYARD est nommé Chef du Service des Communications Radio par intérim, du 2 Juillet 1978 au 11 Septembre 1978.

Name	Denomination
Olive Pakoa	
Kalman Kiri	National Spiritual Assembly of the Baha'is
Georges Kalo	
Philip Beattie	

*It is further notified that the Minister of Internal Affairs has deleted the names of the following persons from the register of ministers of religion authorized to celebrate marriages :*

Name	Denomination
B. Deamer	
K. Harrison	National Spiritual Assembly of the Baha'is
Miss M. Delshad	

## New Hebrides Government

### Gazette Notice No. 5 of 1978

*It is hereby notified for general information that the Minister of Internal Affairs has appointed*

**Tom BAKEO**

*as an additional registrar of Marriages for Central District No.2*

## New Hebrides Government

### Gazette Notice No. 6 of 1978

#### ACTING APPOINTMENT

*Kenneth Alfred MUNYARD to act as Director of Radio Communications from 2 July, 1978 to 11 September, 1978.*

## New Hebrides Government

### Gazette Notice No. 7 of 1978

*It is hereby notified for general information that CAPTAIN PIERRE BURCK is licensed, with effect from the twenty-third day of June, 1978, as a pilot for the purpose of taking vessels within the waters of the Port of Santo.*

## New Hebrides Government

### Gazette Notice No. 8 of 1978

*It is hereby notified for general information that CAPTAIN ROBIN BIBBY is licensed, with effect from the twenty-third day of June, 1978, as a pilot for the purpose of taking vessels within the waters of the Port of Santo.*

## Gouvernement des Nouvelles-Hébrides

### Avis N° 7 de 1978

Pour information générale, il est annoncé par la présente que le Capitaine Pierre BURCK est titulaire d'une licence de pilote lui permettant de guider les navires dans les eaux du Port de Santo, à partir du 23 Juin 1978.

## Gouvernement des Nouvelles-Hébrides

### Avis N° 8 de 1978

Pour information générale, il est annoncé par la présente que le Capitaine Robin BIBBY est titulaire d'une licence de pilote lui permettant de guider les navires dans les eaux du Port de Santo, à partir du 23 Juin 1978.

## ERRATUM

Joint Decisions No. 18-19-20-21, English text.  
Instead of : "New Hebrides Government

Joint Decision No. of 1978"

Should read : "New Hebrides Condominium

Joint Decision No. of 1978"